

“personeelsleden van de vzw Regionalzentrum für Kleinkindbetreuung en de vzw KitaBe Marienkäfer” en worden de woorden “bij die vzw” vervangen door de woorden “bij die vzw’s”.

**Art. 14.** In artikel 24.2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 7 september 2023, worden de woorden “werknemer van de vzw Regionalzentrum für Kleinkindbetreuung” vervangen door de woorden “werknemer van de vzw Regionalzentrum für Kleinkindbetreuung of de vzw KiTaBe Marienkäfer”.

**Art. 15.** Het besluit van de Regering van 5 juni 2003 houdende bepaalde principes van de arbeidstijdsregeling voor de ambtenaren en de contractuelen van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 17.** De minister bevoegd voor Personeel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 14 december 2023

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën  
O. PAASCH

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203549]

#### 25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

##### CHAPITRE 2. — Modifications du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales

**Art. 2.** A l'article 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, remplacé par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“ Ne remplit pas les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la personne issue d'un pays tiers ou d'un pays de l'Espace économique européen ou de la Suisse et qui est autorisée à séjourner en Belgique pour y poursuivre ses études, y suivre une formation professionnelle, y effectuer du bénévolat ou y travailler comme jeune au pair. ”;

b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“ L'enfant qui ne dispose pas de la nationalité belge est bénéficiaire des prestations familiales à la date de la décision de reconnaissance du statut de réfugié ou à la date de l'attribution du statut de protection subsidiaire. ”;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots “ et, le cas échéant, par dérogation à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, ” sont insérés entre les mots “ Dans les cas non visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, ” et les mots “ le mineur non accompagné ”;

b) l'alinéa est complété par la phrase suivante :

“ Par mineur non accompagné, l'on vise tout mineur étranger domicilié en Région wallonne qui, conformément aux articles 5 et 5/1 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est non accompagné sur le territoire belge par une personne exerçant l'autorité ou la tutelle, identifié comme un MENA par le Service des tutelles du SPF Justice qui lui attribue un tuteur en vue d'assurer sa représentation légale et qui, conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, a introduit une demande de séjour en Belgique. ”.

**Art. 3.** Dans l'article 9 du même décret, le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 10 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 février 2021, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 : “ Lorsqu'il n'y a pas d'allocataire visé aux alinéas 2 et 3 qui remplit les conditions prévues à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, la caisse d'allocations familiales verse l'allocation forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sur un compte d'épargne au nom de l'enfant. ”.

**Art. 5.** Dans le Titre III du même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

“ Les suppléments et les allocations spéciales ”.

**Art. 6.** L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit : “ Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Une allocation spéciale égale au montant de 350 euros, diminué du montant de l'allocation mensuelle de base visée à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, est octroyée mensuellement à l'allocataire désigné conformément à l'article 22, en faveur de l'enfant bénéficiaire orphelin de ses deux parents, ou orphelin du seul parent à l'égard duquel sa filiation est établie.

§ 2. Une allocation spéciale qui équivaut à cinquante pour cent des montants de l'allocation mensuelle de base visée à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, est octroyée mensuellement à l'allocataire désigné conformément à l'article 22, en faveur de l'enfant bénéficiaire orphelin de l'un de ses deux parents ou dont la filiation est établie uniquement à l'égard d'un seul de ceux-ci.

§ 3. Pour l'application du présent article, est assimilée au décès la déclaration d'absence qui est conforme aux dispositions du Code civil.

Le bénéficiaire des allocations visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 est :

1<sup>o</sup> accordé aussi longtemps que dure l'absence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> perdu à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit toute reconnaissance ou adoption simple ou plénière de l'enfant bénéficiaire des allocations. ”.

**Art. 7.** A l'article 25 du même décret, modifié par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées : 1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, la ponctuation ”. ” est remplacée par la ponctuation ”; ”;

b) l'alinéa est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

” 3<sup>o</sup> si les conditions d'ouverture du droit prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ne sont pas remplies :

a) initier sur demande l'évaluation de l'incapacité physique ou mentale de l'enfant et des conséquences du handicap par le service d'évaluation de l'Agence en vue de l'examen d'un droit potentiel aux prestations familiales par la Caisse publique;

b) ensuite, effectuer le paiement lorsque les conditions d'ouverture du droit fixées par le présent décret sont remplies. ”;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots ” de la mission visée au 2<sup>o</sup>. ” sont remplacés par les mots ” des missions visées au 2<sup>o</sup> et au 3<sup>o</sup>. ”.

**Art. 8.** Dans l'article 27, 2<sup>o</sup>, du même décret, les mots ” Conseil de suivi financier ” sont remplacés par les mots ” Comité d'audit interne ”.

**Art. 9.** Dans le Titre V, chapitre II, du même décret, l'intitulé de la section 3 est remplacé comme suit :

” Le Comité d'audit interne ”.

**Art. 10.** L'article 31 du même décret est remplacé par ce qui suit :

” Art. 31. § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions de l'article 15<sup>quater</sup> du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, le Comité de gestion constitue en son sein un Comité d'audit qui porte la dénomination de Comité d'audit interne.

Le Comité d'audit interne est composé de trois membres issus du Comité de gestion.

Pour les membres effectifs, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant siège seulement en l'absence d'un membre effectif.

Le président du Comité d'audit interne est désigné par les membres du Comité d'audit interne parmi ceux-ci.

Au moins un membre du Comité d'audit interne dispose d'une expérience pratique ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le Directeur général de la Caisse publique est invité aux réunions, avec voix consultative.

§ 2. Le Comité d'audit interne est assisté par :

1<sup>o</sup> un représentant de la Cour des comptes;

2<sup>o</sup> le réviseur désigné conformément à l'article 54;

3<sup>o</sup> les commissaires du Gouvernement, désignés conformément à l'article 53;

4<sup>o</sup> un membre de la cellule d'informations financières;

5<sup>o</sup> un représentant de la Région wallonne désigné par le Gouvernement;

6<sup>o</sup> un représentant de l'Inspection des Finances désigné par le Gouvernement.

§ 3. Le Comité de gestion définit les missions du Comité d'audit interne, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1<sup>o</sup> la communication au Comité de gestion d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels a contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le Comité d'audit interne a joué dans ce processus;

2<sup>o</sup> le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et la présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3<sup>o</sup> le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4<sup>o</sup> le suivi du contrôle légal des comptes annuels, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par les commissaires du Gouvernement;

5<sup>o</sup> la formulation d'avis, de recommandations et de propositions à destination du Comité de gestion qu'il conseille en matière de gestion financière.

Le Comité d'audit interne fait régulièrement rapport au Comité de gestion sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels.

§ 4. Le mode de fonctionnement du Comité d'audit interne est défini dans un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Comité de gestion. ”.

**Art. 11.** L'article 32 du même décret, modifié par le décret du 11 février 2021, est remplacé par ce qui suit : ” Art. 32. Le secrétariat du Comité d'audit interne est assuré par le service d'audit interne de la Caisse publique. ”.

**Art. 12.** Dans le Titre V, chapitre II, du même décret, dans l'intitulé de la section 4, les mots ” Conseil de suivi financier ” sont remplacés par les mots ” Comité d'audit interne ”.

**Art. 13.** A l'article 33 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots ” Conseil de suivi financier ” sont remplacés par les mots ” Comité d'audit interne ”;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots ” Conseil de suivi financier ” sont remplacés par les mots ” Comité d'audit interne ”;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, 5<sup>o</sup>, la ponctuation ”. ” est remplacée par la ponctuation ”;

4° l'alinéa 3 est complété par un 6° rédigé comme suit :

" 6° les règles relatives à la convocation des invités à ses réunions. "

**Art. 14.** L'article 34 du même décret est remplacé par ce qui suit : " Art. 34. Le secrétariat du Comité de gestion est assuré par le personnel de la Caisse publique. "

**Art. 15.** A l'article 44 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé; 2° dans l'alinéa 3, devenu alinéa 2, les mots " 1°, 2° et " sont insérés entre les mots " l'alinéa 1er, " et le mot " 3°, selon ".

**Art. 16.** Dans l'article 46 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : " Le Gouvernement peut fixer les critères d'ajustement des crédits visés à l'alinéa 1er. "

**Art. 17.** Dans le Titre V, chapitre V, du même décret, il est inséré un article 50/1 rédigé comme suit :

" Art. 50/1. Avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, la Caisse publique transmet au Comité de monitoring financier et budgétaire de l'Agence un compte général suivant un modèle à déterminer par le Gouvernement. "

**Art. 18.** Dans les articles 53 à 55 du même décret, les mots " Conseil de suivi financier " sont chaque fois remplacés par les mots " Comité d'audit interne ".

**Art. 19.** Dans l'article 106 du même décret, modifié par le décret du 21 décembre 2022, alinéa 2, dernière phrase, les mots " le cadastre des allocations familiales visé à l'article 11 de l'accord de coopération du 24 décembre 2021 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur la collaboration entre les entités fédérées en matière de prestations familiales. " sont remplacés par les mots " la base de données de l'application informatique visée à l'article 106/1 du présent décret. "

**Art. 20.** Dans le même décret, il est inséré un article 106/1 rédigé comme suit :

" Art. 106/1. Conformément à l'article 2 de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la collaboration en matière de prestations familiales, l'Agence gère l'application informatique mise à la disposition des organismes d'allocations familiales, des services de l'Agence et du Ministère de la Communauté germanophone, et qui permet, en vue de l'établissement du droit aux prestations familiales :

1° d'éviter un cumul de paiements au moyen d'une base de données qui contient un certain nombre de données de base du dossier de prestations familiales, à savoir les périodes de paiement, les périodes d'intégration, l'allocation de naissance, la prime d'adoption et les données d'identification des acteurs du dossier visés à l'article 3, § 2, 1°, de l'accord de coopération précité;

2° d'accéder au réseau visé à l'article 2, alinéa, 1<sup>er</sup>, 9°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale. "

**Art. 21.** Dans le Titre X du même décret, il est inséré un article 135/1 rédigé comme suit : " Art. 135/1. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2021, pour les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Gouvernement peut accorder une dispense aux conditions de domicile légal ou de résidence effective de l'enfant bénéficiaire en vue de l'ouverture du droit aux prestations familiales en sa faveur, dans des cas ou des catégories de cas dignes d'intérêt. "

**Art. 22.** Dans le Titre X du même décret, il est inséré un article 135/2 rédigé comme suit : " Art. 135/2. Lorsque l'assuré social ouvre le droit en application des dispositions du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, les articles 9 et 15 du présent décret ne s'appliquent pas aux dossiers de prestations familiales en cours avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à ces articles 9 et 15 par le décret du 25 avril 2024 modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales. "

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est procédé conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur des modifications apportées aux articles 9 et 15 du présent décret par le décret du 25 avril 2024 modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales. "

#### CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

**Art. 23.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 15 à 17 du présent décret.

Les articles 19 et 20 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2023. L'article 21 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

## Note

(1) Session 2023-2024.  
Documents du Parlement wallon, 1662 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 3.  
Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.  
Discussion.  
Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203549]

**25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen*

**Art. 2.** In artikel 4 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, vervangen bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

“Een persoon die afkomstig is uit een derde land, een land van de Europese Economische Ruimte of Zwitserland en die in België mag verblijven om er zijn studies voort te zetten, een beroepsopleiding te volgen, vrijwilligerswerk te doen of als au pair te werken, voldoet niet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid.”;

b) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Het kind dat niet de Belgische nationaliteit heeft, heeft recht op gezinsbijslag op de datum van de beslissing tot erkenning van de vluchtelingenstatus of de datum waarop de subsidiaire beschermingsstatus wordt toegekend.”;

2° in paragraaf 2, vierde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “en, in voorkomend geval, in afwijking van artikel 4, § 1, vijfde lid,” worden ingevoegd tussen de woorden “In de niet in het eerste en het tweede lid bedoelde gevallen” en de woorden “is de niet-begeleide minderjarige”;

b) het lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Onder niet-begeleide minderjarige wordt verstaan elke buitenlandse minderjarige woonachtig in het Waalse Gewest die, overeenkomstig de artikelen 5 en 5/1 van de programmawet (I) van 24 december 2002, op Belgisch grondgebied niet begeleid wordt door een persoon die het gezag of de voogdij uitoefent, die door de Dienst Voogdij van de FOD Justitie als NBVM is geïdentificeerd, die hem een voogd toewijst om zijn wettelijke vertegenwoordiging te verzekeren en die, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, een aanvraag tot verblijf in België heeft ingediend.”.

**Art. 3.** In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 februari 2021, wordt een lid ingevoegd tussen het vierde lid en het vijfde lid, luidend als volgt: “Wanneer er geen rechthebbende is als bedoeld in het tweede en in het derde lid die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 21, eerste lid, stort het kinderbijslagfonds de forfaitaire bijslag bedoeld in het eerste lid op een spaarrekening op naam van het kind.”.

**Art. 5.** In Titel III van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen door wat volgt: “Toeslagen en bijzondere toelagen”.

**Art. 6.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt: “Art. 15. § 1. Een bijzondere toeslag gelijk aan het bedrag van 350 euro, verminderd met het bedrag van de maandelijkse basistoelage bedoeld in artikel 9, § 1, wordt maandelijks toegekend aan de begunstigde aangeduid overeenkomstig artikel 22, ten gunste van het rechtgevend kind dat wees van beide ouders is, of dat wees is van de enige ouder en aanzien van wie de afstamming vaststaat.

§ 2. Een bijzondere toeslag gelijk aan vijftig procent van het bedrag van de maandelijkse basistoelage bedoeld in artikel 9, § 1, wordt maandelijks toegekend aan de begunstigde aangeduid overeenkomstig artikel 22, ten gunste van het rechtgevend kind dat wees van beide ouders is, of dat wees is van de enige ouder en aanzien van wie de afstamming vaststaat.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel wordt de verklaring betreffende de afwezigheid, die met het Burgerlijk Wetboek overeenstemt, gelijkgesteld met het overlijden.

Het genieten van de toelagen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt:

1° toegekend zolang de afwezigheid bedoeld in paragraaf 1 duurt;

2° verloren vanaf de eerste dag van de maand volgend op elke erkenning of gewone of volle adoptie van het rechtgevend kind.”.

**Art. 7.** In artikel 25 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 2°, wordt de leestekens ". " vervangen door het leesteken ";;";
- b) het lid wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° indien de voorwaarden betreffende de opening van het recht bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 2°, niet vervuld zijn:

a) op verzoek de beoordeling van de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind en de gevolgen van de handicap door de beoordelingsdienst van het Agentschap laten uitvoeren, met het oog op het onderzoek van een mogelijk recht op gezinsbijslagen door het Openbaar fonds;

b) daarna de betaling verrichten wanneer is voldaan aan de bij dit decreet vastgestelde voorwaarden betreffende de opening van het recht. ";

2° in het tweede lid, worden de woorden "van de in 2° bedoelde opdracht" vervangen door de woorden "van de in 2° en 3° bedoelde opdrachten".

**Art. 8.** In artikel 27, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "Raad van financiële opvolging" vervangen door de woorden "intern Auditcomité".

**Art. 9.** In Titel V, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt: "Intern Auditcomité".

**Art. 10.** Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 31. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15<sup>quater</sup> van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, richt het Beheerscomité onder zijn leden een Auditcomité op, met de naam Intern Auditcomité.

Het intern Auditcomité bestaat uit drie leden uit het Beheerscomité.

Voor de gewone leden wordt hetzelfde aantal plaatsvervangende leden aangewezen. Een plaatsvervangend lid zetelt alleen maar als een gewoon lid afwezig is.

De voorzitter van het intern Auditcomité wordt door de leden van het intern Auditcomité uit hun midden aangewezen.

Minstens één lid van het intern Auditcomité beschikt over een praktische ervaring of technische kennis inzake boekhouding en audit.

De Directeur-generaal van het Openbaar fonds wordt met raadgevende stem op de vergaderingen uitgenodigd.

§ 2. Het intern Auditcomité wordt bijgestaan door:

- 1° een vertegenwoordiger van het Rekenhof;
- 2° de overeenkomstig artikel 54 aangewezen revisor;
- 3° de overeenkomstig artikel 53 aangewezen Regeringscommissarissen;
- 4° een lid van de financiële Informatiecel;
- 5° één vertegenwoordiger van het Waals Gewest, aangesteld door de Regering;
- 6° één vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën, aangesteld door de Regering.

§ 3. Het Beheerscomité bepaalt de opdrachten van het intern Auditcomité, die minstens de volgende opdrachten omvatten:

1° de mededeling aan het Beheerscomité van inlichtingen over de resultaten van de wettelijke controle op de jaarrekeningen en van uitleg over de wijze waarop de wettelijke controle op de jaarrekeningen bijgedragen heeft tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol die het intern Auditcomité in dit proces heeft gespeeld;

2° de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te waarborgen;

3° de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheersing van de risico's van de instelling, evenals de opvolging van de interne audit en de doeltreffendheid ervan;

4° de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen, met inbegrip van de opvolging van de vragen en aanbevelingen die door de Regeringscommissarissen worden geformuleerd;

5° het opstellen van adviezen, aanbevelingen en voorstellen voor het Beheerscomité dat het adviseert inzake financieel beheer.

Het intern Auditcomité brengt regelmatig verslag uit aan het Beheerscomité over de uitoefening van zijn opdrachten, minstens bij de opstelling door laatstgenoemde van de jaarrekeningen.

§ 4. De werkwijze van het Interne Auditcomité is vastgelegd in een intern reglement dat door het Directiecomité is goedgekeurd. ".

**Art. 11.** Artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 februari 2021, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 32. Het secretariaat van het intern Auditcomité wordt verzorgd door de dienst Intern Audit van het Openbaar fonds. ".

**Art. 12.** In Titel V, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, in het opschrift van afdeling 4, worden de woorden "de Raad van financiële opvolging" vervangen door de woorden "het intern Auditcomité".



**Art. 13.** In artikel 33 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "de Raad van financiële opvolging" vervangen door de woorden "het intern Auditcomité";

2° in het derde lid, worden de woorden "de Raad van financiële opvolging" vervangen door de woorden "het intern Auditcomité";

3° in het derde lid, 5°, wordt het leesteken ". " vervangen door het leesteken ";;";

4° het derde lid wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° de regels betreffende de oproeping van uitgenodigden op zijn vergaderingen. ".

**Art. 14.** Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 34. Het secretariaat van het Beheerscomité wordt verzorgd door het personeel van het Openbaar fonds ".

**Art. 15.** In artikel 44 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt opgeheven;

2° in het derde lid, dat het tweede lid is geworden, worden de woorden "1°, 2° en" ingevoegd tussen de woorden "het eerste lid" en de woorden "3°, volgens".

**Art. 16.** In artikel 46 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt: "De regering kan de criteria vaststellen voor de aanpassing van de in het eerste lid bedoelde kredieten. ".

**Art. 17.** In Titel V, hoofdstuk V, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 50/1. Vóór 1 juli van elk jaar maakt het Openbaar fonds het financieel en budgettair Monitoringscomité van het Agentschap een algemene rekening over volgens een door de Regering vast te stellen model. ".

**Art. 18.** In de artikelen 53 tot 55 van hetzelfde decreet, worden de woorden "de Raad van financiële opvolging" telkens vervangen door de woorden "het intern Auditcomité".

**Art. 19.** In artikel 106 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, tweede lid, laatste zin, worden de woorden "het kinderbijslagkader bedoeld in artikel 4 van het Samenwerkingsakkoord van 24 december 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap inzake samenwerking tussen de deelgebieden inzake gezinsbijslagen" vervangen door de woorden "de databank van de in artikel 106/1 van dit decreet bedoelde computertoepassing. ".

**Art. 20.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 106/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 106/1. Overeenkomstig artikel 2 van het samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de samenwerking inzake gezinsbijslagen, beheert het Agentschap de informatietoepassing die ter beschikking wordt gesteld van de instellingen voor gezinsbijslag, van de diensten van het Agentschap en van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en die het mogelijk maakt om, met het oog op de vaststelling van het recht op gezinsbijslagen:

1° een cumulatie van betalingen te vermijden door middel van een databank die een aantal basisgegevens van het gezinsbijslagdossier bevat, namelijk de betalingstermijnen, de integratieperioden, de geboortetoeelage, de adoptiepremie en de identificatiegegevens van de actoren van het dossier bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van voormeld samenwerkingsakkoord;

2° toegang te krijgen tot het netwerk bedoeld in artikel 2, eerste lid, 9°, van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. ".

**Art. 21.** In Titel X van hetzelfde decreet, wordt een artikel 135/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135/1. Voor de periode van 1 januari 2020 tot 31 december 2021 kan de Regering, voor kinderen geboren vanaf 1 januari 2020, in behartigenswaardige gevallen of categorieën van gevallen, vrijstelling verlenen van de voorwaarden inzake wettelijke woonplaats of werkelijke verblijfplaats van het begunstigde kind met het oog op de opening van het recht op gezinsbijslagen in zijn voordeel. ".

**Art. 22.** In Titel X van hetzelfde decreet, wordt een artikel 135/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 135/2. Wanneer de verzekerde het recht opent in toepassing van de bepalingen van Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, zijn de artikelen 9 en 15 van dit decreet niet van toepassing op gezinsbijslagdossiers die lopende zijn vóór de inwerkingtreding van de wijzigingen die aan deze artikelen 9 en 15 zijn aangebracht bij het decreet van 25 april 2024 tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van gezinsbijslagen.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid verloopt de procedure overeenkomstig de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van de wijzigingen die aan de artikelen 9 en 15 van dit decreet zijn aangebracht bij het decreet van 25 april 2024 tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen. ".

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

**Art. 23.** De Regering stelt de datum vast van inwerkingtreding van de artikelen 15 tot 17 van dit decreet. De artikelen 19 en 20 hebben uitwerking op 1 september 2023. Artikel 21 heeft uitwerking op 1 januari 2020. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024.  
Stukken van het Waalse Parlement 1662 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.  
Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.  
Bespreking.  
Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006557]

**25 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel portant désignation des zones de baignade pour la saison balnéaire 2024. — Addendum**

L'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 12 juin 2024, à la page 74111, est complété par les traductions allemande et néerlandaise suivantes :

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/006557]

**25. APRIL 2024 — Ministerieller Erlass über die Ernennung von Badegewässern für die Badesaison 2024 — Zusatz**

Der oben genannte Erlass, der am 12. Juni 2024 auf Seite 74111 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, wird durch die folgenden deutschen und niederländischen Übersetzungen ergänzt :

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

**25. APRIL 2024 — Ministerieller Erlass über die Ernennung von Badegewässern für die Badesaison 2024**

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz erlässt,

Aufgrund des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch enthält, Artikel D. 6-1, eingefügt durch das Dekret vom 13. Oktober 2010, D. 156 bis D. 158;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch enthält, Artikel R. 107, § 1, geändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch enthält, Artikel R. 110, § 4, geändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2008;